

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 17/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC ENERGIES OPERATIONS (ex INOVA Opérations)

Route de Bouzonville
45300 Pithiviers

Références : LP/352-2025 - VAT20250341
Code AIOT : 0010008113

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement PAPREC ENERGIES OPERATIONS (ex INOVA Opérations) implanté Route de Bouzonville en Beauce 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 03/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC ENERGIES OPERATIONS (ex INOVA Opérations)
- Route de Bouzonville en Beauce 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010008113
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC ENERGIES OPERATION (ex-INOVA OPERATIONS) est délégataire du service public de gestion des équipements de traitement et de valorisation des déchets du syndicat Beauce Gatinais Valorisation (BGV). Elle exploite à ce titre l'usine d'incinération des ordures ménagères de Pithiviers, constituée de 2 lignes d'incinération.

Des travaux d'amélioration du système de traitement des fumées ont été réalisés en 2021 pour intégrer notamment un système de traitement des oxydes d'azote SCR.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 05/10/2010, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
11	Valeur limite émission dans l'air	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 6	Demande d'action corrective	6 mois
12	Autosurveillance des rejets atmosphériques (HF)	Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours
14	Tonnage	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 1.3.2	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 6.3.6.1.	/	Sans objet
2	Rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 6.3.6.2.	/	Sans objet
3	Rejet aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 6.3.6.3.	/	Sans objet
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
7	Origine des déchets	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Valeur limite émission dans l'air	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 6	/	Sans objet
9	Valeur limite émission dans l'air	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 6	/	Sans objet
10	Valeur limite émission dans l'air	AP Complémentaire du 15/02/2023, article 6	/	Sans objet
13	Admissions	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 1.3.1	/	Sans objet
15	Propreté	Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 5.1.2	/	Sans objet
16	Prévention des risques - principes directeurs - centrales détection	Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 7.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 6.3.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'infiltration
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise deux analyses par an des paramètres visés à l'article 6.3.6.3 sur les rejets d'eaux pluviales.
Constats : L'exploitant a fourni en amont de l'inspection les deux derniers rapports d'analyse des eaux pluviales réalisés par l'entreprise SOCOR, les 2 avril 2025 et 6 novembre 2024. Lors de la visite d'inspection le rapport du deuxième semestre 2024, daté du 7 juin 2024, a été présenté à l'inspection. L'exploitant fait analyser ses rejets aqueux semestriellement.

Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 6.3.6.2.
Thème(s) : Risques chroniques, caractéristiques générales des rejets au milieu naturel
Prescription contrôlée : Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes : températures : <30°C pH compris entre 5,5 et 8,5
Constats : Trois rapports d'analyse des eaux pluviales, datés des 7 juin 2024, 6 novembre 2024 et 2 avril 2025, réalisés par l'entreprise SOCOR ont été consultés. Pour les trois échantillons, la température mesurée est conforme à la prescription, contrairement aux mesures de pH. En effet, pour le deuxième semestre 2024 et le premier semestre 2025 ces valeurs dépassent le seuil de 8,5 fixé par l'arrêté préfectoral (respectivement 8,7 et 9,3). L'exploitant indique que depuis les premiers résultats non conformes, il échange avec le laboratoire qui réalise les analyses afin de comprendre l'origine du dépassement. Il a présenté, lors de l'inspection, un échange de mail avec le laboratoire dans lequel la procédure de prélèvement et le transport des échantillons sont envisagés comme causes possibles de l'augmentation du pH. L'exploitant précise qu'il réalise lui même le prélèvement d'échantillon, selon le protocole du laboratoire, et qu'à chaque prélèvement il réalise un test pH bandelette sur l'échantillon constitué. Il n'a jamais relevé une valeur supérieure à 8,5. Depuis les dépassements mesurés par le laboratoire, et afin d'avoir une mesure plus précise, une mesure de l'échantillon au pHmètre a été rajouté au protocole de prélèvement par l'exploitant. Ce dernier déclare ne pas avoir observé de dépassements lors des mesures réalisées par ses soins contrairement aux mesures faites au laboratoire. Le 18 août 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats d'une contre-analyse des effluents aqueux réalisée le 29 juillet 2025 par l'entreprise SOCOR. Le pH mesuré est conforme (7,6) Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 6.3.6.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets d'eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets doivent respecter

<p>les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 150 mg/l ; - DCO : la concentration ne doit pas dépasser 125 mg/l ; - DBO₅ : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l ; - hydrocarbures totaux : la concentration ne doit pas dépasser 10 mg/l
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni les 3 derniers résultats d'analyses des effluents aqueux réalisés par l'entreprise SOCOR. Ces derniers sont conformes sur l'ensemble des paramètres susvisés.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification complète</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la dernière vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée par l'APAVE le 15 novembre 2024.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification complète</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification complète réalisé par l'APAVE et daté du</p>

<p>15 novembre 2024. Le bureau d'étude émet l'avis, dit suspendu, suivant :</p> <p>" Une analyse du risque foudre et une étude technique foudre (ETF) ont été réalisées en 2019, pour le compte de BEAUCE GATINAIS VALORISATION (propriétaire de l'incinérateur). A ce jour, les travaux définis dans l'ETF n'ont pas été réalisés. Une vérification initiale sera à prévoir après l'achèvement de ces travaux. La notice de vérification et de maintenance du site intégrera les dispositifs de protection foudre du conteneur à la suite de cette vérification."</p> <p>L'exploitant indique qu'à la suite de cet avis, il a procédé le 20 juin 2025, par l'APAVE à une vérification initiale des installations de protection contre la foudre. Cette dernière, consultée lors de l'inspection, indique que "la conformité de l'installation peut-être prononcée au vu des résultats." Cependant, 6 observations ont été formulées par l'APAVE.</p> <p>L'exploitant a présenté son "plan d'action foudre 2025", ainsi que le bon de travail (BT-21689) extrait de la GMAO du site visant à résoudre les 6 observations émises par l'APAVE.</p> <p>Les remises en état relevées par la vérification initiale des installations de protection contre la foudre n'ont pas été effectuées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 6 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Notice de vérification et maintenance foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection la notice de vérification et de maintenance, datée du 3 septembre 2019. Cette dernière précise les modalités de vérification des installations de protection contre la foudre. Il est rappelé à l'exploitant que la notice de maintenance doit être mise à jour si des travaux de modification sont réalisés après sa rédaction.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Origine des déchets

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, zone de chalandise</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets incinérés proviennent prioritairement du Loiret, des autres départements de la région Centre-Val de Loire, et dans la limite de 18 000 t/an des départements limitrophes au Loiret situés hors région Centre-Val de Loire (Essonne, Seine et Marne, Yonne et Nièvre).</p> <p>L'usine de Pithiviers pourra participer au traitement de déchets extérieurs à cette zone en cas d'arrêt programmés ou accidentels d'autres unités de traitement de déchets non dangereux.</p> <p>Toute modification notable de l'origine géographique indiquée ci-dessus doit être portée avant sa mise en œuvre à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le registre des déchets entrants sur le site du 1er juillet 2024 au 1er juillet 2025.</p> <p>Sur cette période, 1 673 tonnes d'ordures ménagères (code déchets : 20 03 01) en provenance du syndicat mixte de valorisation des ordures ménagères - Sylvalorm Loir et Sarthe ont été admis sur le site.</p> <p>Interrogé sur la provenance de ces déchets, l'exploitant a précisé que le syndicat réalise, entre autres, des collectes dans les départements du Loir-et-Cher et de l'Eure-et-Loir, mais que son siège social se trouve à Saint-Calais dans la Sarthe, département retenu dans Trackdéchets.</p> <p>L'inspection a constaté, sur le site internet du syndicat, que son périmètre de collecte correspondait bien à certaines communautés de communes des départements du Loir-et-Cher et de l'Eure-et-Loir, ce qui est conforme à la zone de chalandise prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2023.</p> <p>Tous les autres déchets réceptionnés proviennent bien de la région ou des départements limitrophes.</p> <p>Pour l'année 2024, moins de 18 000 tonnes de déchets provenant des départements limitrophes ont été acceptées sur le site.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Valeur limite émission dans l'air

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Monoxyde de carbone</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émissions suivantes ne doivent pas être dépassées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les concentrations de CO dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction : 50 mg/m³ de gaz de combustion en moyenne journalière, - [...]
<p>Constats :</p> <p>Le respect de la VLE pour les concentrations de CO dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction, est vérifié sur la période de janvier à avril 2025 d'après les</p>

<p>rapports d'autosurveillance mensuels.</p> <p>L'inspection constate ainsi, pour les mesures en continu en moyenne journalière sur cette période, aucun dépassement sur les ligne 1 et 2.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeur limite émission dans l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Poussière totale, COT, HCl, HF, SO ₂ , NOX, NH ₃
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 3 décembre 2023, les valeurs limites d'émission dans l'air pour les paramètres poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂, NOX et NH₃ sont les suivantes : cf tableau AP</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect des VLE en conditions NOC (conditions normales d'exploitation) est vérifié sur la période de janvier à avril 2025 d'après les rapports d'autosurveillance mensuels.</p> <p>L'inspection constate ainsi pour les mesures en continu (poussières, COT, HCl, HF, SO₂, NOX et NH₃) en moyenne journalière sur cette période :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ligne 1 : aucun dépassement • Ligne 2 : aucun dépassement <p>Le respect des VLE pour le HF est vérifié d'après les résultats des contrôles réglementaires ponctuels réalisés par GINGER Leces sur les 2 lignes (date d'intervention : 20-21 et 22-23 janvier 2025) : aucun dépassement.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Valeur limite émission dans l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, dioxines et furanes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 3 décembre 2023, les valeurs limites d'émission dans l'air pour les dioxines et furanes sont les suivantes : cf tableau de l'AP</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect des VLE en condition R-EOT et NOC est vérifié sur la période de janvier à avril 2025, d'après le rapport d'autosurveillance trimestriel 2025. Les rapports d'analyses des cartouches permettant de mesurer en semi continu les dioxines et furanes ne révèlent aucun dépassement des VLE.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Valeur limite émission dans l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/02/2023, article 6
--

Thème(s) : Risques chroniques, métaux

Prescription contrôlée :

A compter du 3 décembre 2023, les valeurs limites d'émission dans l'air pour les métaux sont : cf tableau AP

Constats :

Le respect des VLE en conditions R-EOT (toutes conditions d'exploitation) et en conditions NOC (condition normales d'exploitation) est vérifié sur la période de janvier à avril 2025 d'après les rapports d'autosurveillance mensuels et les rapports de mesures ponctuelles de l'organisme agréé (GINGER LECES).

L'inspection constate ainsi pour les mesures en continu en moyenne journalière pour le Hg sur cette période :

- Ligne 1 : un dépassement de la VLE NOC et R-EOT en moyenne journalière (105,86 $\mu\text{g}/\text{Nm}^3$ pour une VLE à 20 en NOC et à 50 en R-EOT). L'exploitant précise dans le rapport mensuel que le pic est dû à un "déchet chargé en mercure" et que la coke de lignite, injectée au maximum des capacités du four n'a pas suffi à abattre le pic.
- Ligne 2 : aucun dépassement

L'inspection constate ainsi pour les mesures ponctuelles des autres métaux :

- Ligne 1 : aucun dépassement pour l'année 2024 et le premier semestre 2025
- Ligne 2 : aucun dépassement pour l'année 2024 et le premier semestre 2025

Le 17 mars 2025, la concentration en mercure mesurée dépassait la VLE en moyenne journalière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Autosurveillance des rejets atmosphériques (HF)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2023, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'autosurveillance
Prescription contrôlée : A compter du 3 décembre 2023, le programme de surveillance des rejets atmosphériques est le suivant : [...] fluorure d'hydrogène : mode de mesure par l'exploitant : mesure en continue.
Constats : L'inspection a constaté que le paramètre HF n'est pas mesuré en continu dans les rejets atmosphériques. A noter que l'article 2.2.2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations d'incinérations indique ceci : "La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée et s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable." Sur la période de janvier à avril 2025, la concentration en HCl n'a pas dépassé les VLE NOC en moyenne journalière. Le HF n'est pas mesuré en continu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant pourra, si il le juge utile, demander un aménagement de ses prescriptions concernant la mesure en continue du HF en transmettant des justificatifs démontrant que les émissions de HCl sont suffisamment stables. A noter qu'un guide DGPR intitulé "Evaluation de la stabilité des émissions aqueuses et atmosphériques, guide pour l'évaluation de la stabilité des émissions dans le cadre des Meilleures Techniques Disponibles de la directive « IED » relative aux émissions industrielles" va sortir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours

N° 13 : Admissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des déchets admis
Prescription contrôlée : Les déchets pouvant être incinérés dans l'installation sont les déchets non dangereux au sens du décret n°2002-540 du 18 avril 2002 appartenant aux catégories suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • ordures ménagères ; • les déchets issus des entreprises du commerce, de l'artisanat, de l'industrie, des services,

- et des administrations assimilables aux déchets ménagers ;
- les refus de tri des collectes sélectives de déchets ménagers ;
- les déchets incinérables en provenance des déchetteries et de la collecte des encombrants ;

l'admission de déchets suivants et interdite :

- les déchets industriels dangereux et déchets dangereux des ménages ;
- déchets liquides même en récipients clos ;
- substance explosives ;
- déchets et issus des abattoirs ;
- déchets radioactifs ;
- déchets d'activité de soin à risque infectieux ;
- déchets industriels banals non assimilables aux ordures ménages

Constats :

Le registre des déchets entrants sur la période de juillet 2024 à juillet 2025 a été consulté. Les types de déchets suivants ont été admis :

- 02 01 99 : déchets provenant de l'agriculture, horticulture, aquaculture, sylviculture, chasse et pêche
- 02 02 99 : déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viandes des poissons et autres aliments d'origine animale
- 02 03 99 : déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits
- 02 07 99 : déchets provenant de la production de boissons
- 07 02 99 : déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibre synthétique
- 07 05 99 : déchets provenant de la FFDU des produits pharmaceutiques
- 07 06 12 : déchets provenant du traitement in situ des effluents autres que 07 06 11 * = corps gras savons détergents désinfectants cosmétiques
- 07 06 99 : déchets provenant de la FFDU corps gras savons détergents désinfectant cosmétiques
- 15 01 06 : emballage et déchets d'emballage en mélange
- 19 08 01 : déchet de dégrillage (provenant installation de traitement de l'eau)
- 19 12 10 : déchets combustibles provenant du traitement mécaniques des déchets
- 19 12 12 : autres déchets provenant du traitement mécaniques des déchets autre que ceux visés à la rubrique 19 12 11*
- 20 01 01 : déchet municipaux, papier et cartons (archives de mairies)
- 20 03 01 : déchets municipaux en mélange

Tous ces types de déchets font partie des déchets autorisés sur le site.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 14 : Tonnage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, tonnage autorisé
Prescription contrôlée : L'installation est autorisée à traiter les quantités de déchets suivantes : déchets non dangereux : 64 000 tonnes par an [...]
Constats : Le 13 novembre 2023, l'exploitant a porté à la connaissance du préfecture du Loiret une demande d'augmentation du tonnage de déchets réceptionné autorisé de 64 000 t/an à 70 000 t/an. Par courrier du 21 mars 2025, la préfecture a refusé la demande d'augmentation du tonnage traité par l'incinérateur de Pithiviers. Le rapport annuel d'exploitation 2024 de l'incinérateur de Pithiviers a été consulté, 68 395 tonnes de déchets ont été traitées en 2024. L'exploitant indique, dans son rapport annuel et lors de l'inspection, avoir accepté 4 509 tonnes d'ordures ménagères qu'il qualifie "de dépannage" qui n'ont pas pu être traitées par l'incinérateur de Gien du fait de travaux réalisés en 2024 et 2025. Il précise également, qu'en 2025 la réception de tonnes de dépannage se poursuit pour l'incinérateur PAPREC de Gien du fait des travaux sur les deux fours en alternance. L'inspection informe l'exploitant qu'il doit porter à la connaissance du préfet toute situation dysfonctionnelle, et qu'elle doit rester exceptionnelle, et de courte période. L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection un courrier détaillant les raisons de la réception de ces tonnes supplémentaires. De plus, l'exploitant indique que les travaux de l'incinérateur de Gien devant se terminer en novembre, la réception de tonnes supplémentaires ne devrait pas avoir lieu en 2026.
Pas d'écart constaté
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 90 jours

N° 15 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2007, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de envols des poussières
Prescription contrôlée :

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussière et matière diverses : les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagés (forme de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les voies de circulation étaient exemptes de débris ou d'élément pouvant entraîner des envols de poussière. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Prévention des risques - principes directeurs - centrales détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2007, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Centrales détection
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 30/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/09/2024
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.
Constats : <u>Contexte :</u> Lors de la visite d'inspection 2024, l'exploitant a transmis les comptes-rendus d'intervention de la société PROMAT SECURITE, relevant des non-conformités. Ces dernières ont amené l'inspection à formuler le constat suivant : "les équipements de protection contre les incendies sont à remettre en état." Dans sa réponse au rapport d'inspection, reçu le 10 septembre 2024, l'exploitant a transmis un rapport d'intervention de la société PROMAT SECURITE, daté du 16 novembre 2023, faisant mention de la nécessité de remise en état : <ul style="list-style-type: none"> • du câble HDMI reliant NCR à l'écran • de la vanne 3 voies et manomètre • de la fixation du canon 2 et de la nécessité de prévoir une vidange du Firedos et un contrôle des paramètres de caméra. Le rapport transmis est annoté par l'exploitant qui mentionne que le câble HDMI a été remplacé le 02/07/2024 et le canon 2 a été fixé le 21/06/2024. Dans ce même courrier, l'exploitant a transmis le bon de commande daté du 28/08/2024 pour la

remise en état du Firedos (vanne 3 voies, soupape de décharge, manomètre, vidange).

En réponse à l'inspection de 2024, l'exploitant a transmis, le 13/12/2024, un second rapport d'intervention de la société PROMAT SECURITE, daté du 08/11/2024 (il s'agit, comme lors de l'inspection précédente, d'une page sans logo ni mention de l'entreprise, mais signée du nom du technicien intervenant).

Ce dernier indique « remplacement d'un monomètre et réglage de pression (soupape de sécurité) et une vanne deux voies pour le Firedose. Remplacement de deux EPE dont un sur la pompe juken et un sur le sprinkler conteneur groupe diesel ».

Les différentes remises en état mentionnées par le précédent rapport ont donc été réalisées.

Cependant, le technicien réalisant l'intervention mentionne comme anomalie après sa visite une fuite sur le firedose au niveau du joint qu'il préconise de remplacer.

Inspection 2025 :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a fourni un autre rapport d'intervention de la même société, daté du 12/11/2024, signé par le technicien qui est intervenu et mentionnant "resserrage des vis sur le bloc qui fuit, plus de fuite apparente".

L'exploitant a indiqué lors de l'inspection qu'il avait changé de prestataire pour la maintenance des appareils de protection incendie, et a fourni le rapport de visite du 17/04/2025 de la société DESAUTEL, qui précise qu'il faut changer le joint du firedose. L'exploitant a présenté un bon de commande signé pour le joint de remplacement.

L'écart de la précédente inspection est levé.

Type de suites proposées : Sans suite